



Un nouvel ordre politique à l'est de la RDC ?

Pole Institute, Goma, 26/01/2009

« Fin de la guerre » du CNDP, entrée de l'armée rwandaise en RDC, arrestation de Laurent Nkunda. L'Est de la République Démocratique du Congo vient de vivre une « semaine folle » qui a bouleversé les équilibres politiques et militaires. Les populations sont partagées entre l'espoir et la peur: Espoir de voir la guerre entre groupes armés du Nord-Kivu enfin toucher à sa fin, peur devant le déploiement impressionnant d'armées nouvelles et des séquelles possibles de l'« opération conjointe » rwando-congolaise contre les milices FDLR. En l'absence de repères sûres pour analyser ce qui se passe pour le moment, voici néanmoins quelques pistes pour décrire et comprendre les enjeux de la recomposition en cours et les questionnements qui se posent pour ceux qui la vivent.

The CNDP rebels declare the “end of hostilities”, Rwanda's army enters the DRC, Laurent Nkunda is arrested: Eastern Congo has experienced a “mad week” which has overturned the political and military balance. The population is torn between hope and fear: Hope of an end to the war between North Kivu's armed groups; fear in face of impressive new military deployments and the possible consequences of the Rwandan-Congolese “joint operation” against the FDLR militia. While analytical certainty is difficult at this time, it is nevertheless possible to begin to describe and understand the ongoing recomposition and the questions it raises for the people concerned.

1. Une semaine folle à Goma

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et la province du Nord Kivu en particulier connaît en ce début 2009 des développements aussi rapides que spectaculaires dans le conflit armé qui opposait les Forces armées de la RDC (FARDC) à la rébellion du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) de Laurent Nkunda.

Le lundi 5 janvier 09, par un simple communiqué lu sur les ondes de la BBC, le Chef d'Etat Major Général du CNDP, le Général de Brigade Bosco Ntaganda démet le Président du mouvement de ses fonctions. Le 16 janvier 09, le même Général Bosco Ntaganda, co-signe, avec 10 autres officiers supérieurs du CNDP, la déclaration de fin des hostilités entre leur mouvement et les FARDC; la déclaration est rendue publique à l'Hôtel Ihusi de Goma le même jour, en présence du Ministre congolais de l'Intérieur et de la Sécurité, Célestin Mbuyu, du Général John Numbi et du Général James Kabarebe du Rwanda. Le lendemain, 17 janvier 09 c'est autour du PARECO de Sendugu Museveni et du Général Mugabo de déclarer la cessation des hostilités avec le CNDP. Les FDLR sont les seules à ne pas se joindre à ce concert de bonnes intentions ; les rebelles rwandais seront désormais la cible des tirs conjoints des FARDC et de ses alliés, dont le CNDP et le PARECO, avec l'appui de l'Armée rwandaise. Le 20 janvier 09, en effet, des colonnes des militaires des Forces de Défense du Rwanda (RDF) entrent sur le territoire congolais par Kibumba et Kibati pour les opérations

conjointes contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Elles se dirigent pour la plupart vers le Territoire de Rutshuru, au nord de Goma. En deux jours, on les estime à des milliers, le chiffre le plus avancé étant de 4000. Le 21 janvier 09, ce sont des colonnes FARDC qu'on voit sur le même itinéraire, parcourant en sens inverse le territoire dont elles avaient été chassées quelques mois plus tôt par les éléments du CNDP. Ces derniers assistent mi-amusés mi-intrigués à ce qui ressemble à une reconfiguration des espaces des pouvoirs et des forces. Le 22 janvier 09, l'on annonce l'arrestation du Général Laurent Nkunda, et sa mise en résidence surveillée en territoire rwandais. L'évolution de la situation a pris tout le monde de court.

Pendant ce conflit, les FARDC ont connu une série de revers militaires, dont le sommet aura été sans nul doute la débâcle de Kibumba en octobre 2008 et le positionnement des troupes rebelles aux portes de la ville de Goma le 29 octobre 08. L'appui des supplétifs tels que les Patriotes résistants congolais (PARECO) très solidement implantés dans le Masisi pour « suppléer à l'absence de l'Etat et contrer le CNDP » selon les dires de leur Président Sendugu Museveni et des FDLR, la rébellion hutu rwandaise installée en RDC n'a pas comblé les faiblesses d'une armée hétérogène, dont les soldes insuffisantes sont détournées par les haut gradés et dont plus de 50% des éléments sont des officiers, comme le reconnaissait il y a peu le Président de l'Assemblée nationale Vital Kamerhe dans un diagnostic sans complaisance dans l'hebdomadaire « Jeune Afrique ». Le pouvoir de Kinshasa, de son côté, n'a eu de cesse de dénoncer le soutien de Kigali au CNDP, malgré les dénégations de la rébellion et du Rwanda. Ce climat de suspicion réciproque a empoisonné les relations entre les deux pays voisins, au point que les initiatives diplomatiques sous-régionales ou internationales telles que la réouverture des ambassades dans les deux capitales ou la relance de la Communauté Economique des Pays des Grands lacs ont été soit gelées soit handicapées. Au courant du mois de décembre 08, des contacts au plus haut niveau sont amorcés entre les deux capitales. Ainsi, les Présidents des deux chambres du Parlement congolais ont participé à une réunion interparlementaire à Kigali, les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense des deux pays se sont rencontrés alternativement au Rwanda et en RDC.

Mais le tournant le plus significatif en termes d'image et de symbole aura été la visite à Kinshasa du Chef d'Etat- Major Rwandais, le Général James Kabarebe le 8 janvier 09. Pour rappel, c'est le même Général James Kabarebe qui fut le premier Chef d'Etat- Major des Forces Armées Congolaises (FAC) de Laurent -Desiré Kabila en 1997, avant d'être « remercié » en juillet 1998 en même temps que les autres militaires rwandais qui avaient aidé la rébellion congolaise à chasser le Maréchal Mobutu du pouvoir. Tout ce ballet diplomatique visait à trouver une solution au problème posé par la présence des rebelles rwandais des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) opposés au régime de Kigali et qui ont trouvé en RDC un sanctuaire depuis 1996. La partie congolaise, quant à elle, cherchait une solution à la rébellion menée à l'Est du pays par le CNDP, avec l'appui présumé du Rwanda.

2. Espoirs

Une telle succession des événements en si peu de temps, allant dans le sens contraire à celui des lectures habituelles a suscité des commentaires dans tous les sens, à défaut d'analyses. Les commentaires vont de l'espoir au scepticisme quant à cette nouvelle configuration des rapports des forces dans la province du Nord Kivu et dans la sous-région.

Pour les populations des territoires de Masisi et de Rutshuru, ainsi que pour les commerçants de Goma, la disparition spontanée des barrières entre les espaces FARDC et CNDP d'une

part, CNDP et PARECO d'autre part, est porteuse d'espoirs en termes de relations intercommunautaires et de mobilité. « La guerre est maintenant finie, c'est terminé, s'exclame un habitant de Mushaki rencontré le 19 janvier 09. Nous avons vu nos enfants ensemble, ici. Nous avons vu le Général Ntaganda fraterniser avec le Général Mugabo et Museveni. Nous nous considérons les uns et les autres comme des ennemis ; aujourd'hui, c'est fini. »

En effet pour sceller la fin des hostilités entre les FARDC et le CNDP et surtout entre le CNDP et son frère ennemi le PARECO, les officiers ont initié des descentes communes à travers les villages pour sensibiliser les populations à la nouvelle donne. Et la première descente, celle de Mushaki, constituait un symbole fort. Ce village de quelques centaines d'habitants, carrefour des modestes trafics entre les quatre coins de Masisi est entré dans l'Histoire comme le verrou perdu par les FARDC en décembre 08 dans leur lutte contre le CNDP, prélude à des développements ultérieurs comme la Conférence de Goma de janvier 09. Le retour à Mushaki pour le Commandant de la 8^{ème} Région militaire était plus qu'un geste de réconciliation ; il s'agissait d'une sorte d'exorcisme.

3. Doutes/ questions sans réponses

Le scepticisme a commencé, pour certains, avec l'entrée des troupes de la RDF sur le territoire congolais, et pour d'autres, avec le déploiement massif des FARDC sur les terres sous contrôle du CNDP. Très vite, les uns et les autres se sont posé des questions autour des agendas non -révélés par les discours officiels et le contenu des « contrats ».

Mais pour l'habitant du coin, plongé dans la précarité depuis trop longtemps, dont la vue du policier, du gendarme, du soldat a toujours été synonyme de tracasserie, de traumatisme ou de mort, le déploiement de tant des forces armées qui se croisent, se dépassent sans se parler est très angoissant. « Nous avons peur du lendemain, dit un habitant de Rugari. Personne ne nous dit ce qui se passe et nous ne savons pas ce qui va nous arriver. »

Le déploiement impressionnant des FARDC pose un autre genre d'inquiétude. Dans un passé récent, les militaires se sont illustrés par des pillages, des viols et des meurtres des civils congolais qui se sont trouvés sur la route de leur débandade. Mais bien avant cela, la culture militaire en RDC a toujours été que l'homme en arme vit sur le dos du civil. Les éléments des FARDC que nous avons vus sur la route de Rutshuru le 22 janvier 09 étaient certes détendus, quoique visiblement fatigués. Comment vont-ils réagir si la logistique alimentaire ne suit pas ? « S'ils ne trouvent rien à manger, ils vont manger la population », s'inquiète Paul Ndeze, le Chef coutumier de Bwisha .

L'autre inquiétude résulte de cette promiscuité entre des armées qui sortent à peine de plus de trois ans d'une guerre sans merci, le CNDP et les FARDC. Le tronçon du territoire de Rutshuru que nous avons parcouru le 22 janvier 09 est un espace partagé par des regards qui s'ignorent . « Ils doivent continuer leur route pour aller accomplir leur mission conjointe avec la RDF, leur place n'est pas dans nos villes et dans nos villages », affirme l'Administrateur rebelle de Rutshuru, Jules Simpenze. « Nous leur avons concédé un couloir, mais nos administrations restent en place, ainsi que nos positions militaires », nous avait déclaré son collègue de Masisi, le député Jérôme Mashagiyo Nzeyi. Alors que théoriquement les éléments du CNDP sont mis à la disposition des FARDC pour combattre les FDLR, la réalité sur le terrain est que ces deux armées se regardent toujours avec méfiance : les FARDC avancent prudemment sur les terres conquises par CNDP, dont tous les éléments ne semblent pas comprendre ce qui se passe.

L'autre inquiétude se résume en une question : « Que vont faire les FDLR ? » Dans une interview à la radio britannique BBC du samedi 17/01/09, leur Président Ignace Murwanashyaka a déclaré à partir de l'Allemagne: « Ca va faire mal, la guerre n'est pas bonne, mais nous nous défendrons.»

A-t-on tiré les leçons des opérations ougando- congolaises contre la LRA de décembre 08, qui ont occasionné beaucoup de morts et de déplacés au sein des populations congolaises du Haut-Uélé ?

Enfin, la présence du nouvel homme fort du CNDP, le Général Bosco Ntaganda, au centre du dispositif de l'opération conjointe et aux côtés des FARDC au moment même où démarre à La Haye le procès de son allié Thomas Lubanga suscite des interrogations, quand on sait que le Général Ntaganda est lui-même sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par la Cour Pénale Internationale.

4. Les pouvoirs hors jeu !

Les populations, tout comme les pouvoirs conventionnels ont été tenus soigneusement à l'écart du processus, obligeant les uns et les autres à la course derrière l'information et à des contorsions acrobatiques pour « rentrer dans le coup ».

Le gouverneur du Nord Kivu, pris par les négociations de Nairobi, n'a rien vu venir ! Alors que les militaires faisaient leur déclaration à Goma, il se trouvait à 2000 kilomètres, à Kinshasa, où il rendait compte des négociations de Nairobi ! Une fois revenu sur place à Goma, il a tenté de s'accrocher aux événements, sans vraiment donner l'air de comprendre lui-même. Faute de pouvoir ramener tout au Programme Amani, il s'octroie la partie divine du processus : la paix en cours serait le fruit de la prière collective qu'il avait imposée le 7 octobre 08, la veille de la chute du camp militaire de Rumangabo.

Le 22/01/09, l'Etat-Major Général des FARDC, à travers son Chef, le Général Didier Etumba, affirmait ne pas être au courant du déploiement des troupes FARDC à Rutshuru. Le centre névralgique du commandement a donc été délocalisé et tout porte à croire que l'Inspecteur Général de la Police Nationale Congolaise, le Lieutenant Général John Numbi Banza Tambo, Chargé des Opérations conjointes à l'Est de la RDC, détient l'effectivité du pouvoir militaire pour la partie congolaise. Le même Général Numbi alors Chef d'Etat-major de la Force aérienne au sein des FARDC, était le maître d'oeuvre de l'opération de mixage des troupes FARDC et celles qui étaient déjà rebelles. Son partenaire de l'époque était ... Laurent Nkunda.

Le Président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, exprime plus pathétiquement la frustration des institutions d'avoir été contournées. « J'espère que ce n'est pas vrai », déclare-t-il sur la radio onusienne Okapi.

Quant à la Mission de l'ONU en RDC (MONUC), elle n'a été ni consultée, ni associée à la planification ; elle a même été interdite de circuler sur l'axe Nord de Goma –comme tout le monde- alors que les militaires Rwandais entraînent sur le sol congolais.

5. Et les populations dans tout ça !

L'expédition militaire en cours doit tenir compte des problèmes des populations congolaises.

Il s'agit d'abord de rassurer les communautés dont certaines expriment déjà leurs craintes d'une possible confusion qui les rendraient particulièrement « vulnérables ».

La communauté Hutu congolaise redoute une éventuelle confusion avec les FDLR dans les espaces où ils vivent en cohabitation avec les rebelles rwandais qui ont parfois tissé, au fil des années, des liens sociologiques avec les populations locales de Masisi et Rutshuru particulièrement. Le Mwami Paul Ndeze de Bwisha parle de la difficulté de distinguer « le sucre fin du sel fin ».

La communauté Tutsi, quant à elle, pourrait se retrouver victime d'une mauvaise interprétation du redéploiement des troupes FARDC dans les espaces sous contrôle du CNDP si les termes de l'accord ne sont pas clairement expliqués à tout le monde, y compris aux populations locales, et rapidement mis en oeuvre pour sortir du flottement qui s'observe actuellement. Un triomphalisme affiché par des communautés mal informées du processus en cours pourrait affecter une cohésion intercommunautaire déjà fragile et énerver des soldats CNDP en passe d'être dépassés par les événements.

L'ensemble des communautés congolaises, enfin, n'a pas gardé de bons souvenirs des précédents séjours des contingents rwandais en RDC, et les politiciens congolais ont souvent exploité ces moments-là pour distiller un discours extrémiste et radical, sur fond d'un patriotisme opportuniste. Le fait que les troupes rwandaises soient « invitées » et non « agresseurs » ne suffira pas en soi pour dissiper la suspicion.

Il s'agit enfin d'organiser le retour des déplacés internes parqués dans des camps pour des raisons de contrôle des populations par les groupes armés enfin réconciliés et celui des réfugiés congolais exilés à l'étranger essentiellement du fait de l'intolérance et de l'exclusion sur base de l'identité. Une éventuelle victoire militaire contre les FDLR laisserait un goût d'inachevé si elle ne s'accompagnait pas du retour de ces Congolais, ce qui passe impérativement par une volonté politique clairement affichée de la part des dirigeants congolais

6. Un tournant, mais pour aller où ?

Est-ce que l'opération conjointe répondra aux espoirs de paix et de stabilité suscités par le fait que les gouvernements rwandais et congolais semblent s'attaquer enfin et de façon conjointe au problème des FDLR vu unanimement comme obstacle à la paix ?

Les FARDC se transformeront-ils en un tour de main en une armée efficace dans une opération conjointe ?

Les relations entre les Etats voisins, le Rwanda et la RDC, vont-elles s'améliorer de façon durable et solide au bénéfice des populations de la région ?

Plusieurs communautés au Nord et au Sud Kivu se sont exprimés par l'émergence de milices qui se sont combattues : comment les revendications de ces communautés seront-elles entendues et prises en compte dans la suite de ce processus ?

Quelle influence les institutions élues congolaises ont-elles et auront-elles sur la prise de décision ?

Comment les populations congolaises pourront-elles s'exprimer et gérer leurs différences sans s'enfermer encore plus dans la spirale d'exclusion et de haine ?

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.